



« Cadre Harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et des populations vulnérables au sahel et en Afrique de l'Ouest (CH) »

N'Djamena, 06-11 Mars 2017



Résultats de l'analyse consensuelle de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle

Valable pour : Mars- août 2017
Créé le : 11 Mars 2017

Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes

- **La production céréalière définitive de la campagne agricole 2016/2017 est estimée 2 873 660 tonnes.** Elle est en hausse de 17 % par rapport à l'année dernière (2 452 528 tonnes) et de 13,6% par rapport à la moyenne quinquennale (2 530 630 tonnes). Les productions du mil et du maïs enregistrées au niveau national sont en hausse respectivement de 20% et de 19,6% par rapport à la moyenne de cinq dernières années. Toutefois, certaines régions ont enregistré une baisse de la production céréalière, notamment la Tandjilé (-15%) et le Wadi Fira (-5 %).
- **Les marchés des produits alimentaires**, sont bien approvisionnés grâce à la production céréalière excédentaire de la campagne 2016/17. A l'exception du Lac, soumis à des restrictions sécuritaires limitatives, les flux se comportent comme en année normale. Les prix des céréales sont en baisse par rapport à ceux de la moyenne des cinq dernières années. La tendance baissière se maintient sur les prix du sorgho à Mongo au Guera (-17 pourcent), Kyabé dans le Lac Iro (-35 pourcent) et Moïssala au Bahr Sara (-45 pourcent) comparée à la moyenne quinquennale. Les commerçants profitent des prix favorables pour renforcer leurs stocks prévisionnels. Une timide reprise de la hausse de prix du maïs à Ngouri avec une légère augmentation de 6 pourcent a été enregistrée. Cette tendance est aussi observée pour le prix de bétail à cause de l'insécurité qui affecte la fluidification des échanges entre le Tchad et le Nigeria et la dépréciation de la monnaie nigériane (Naira).

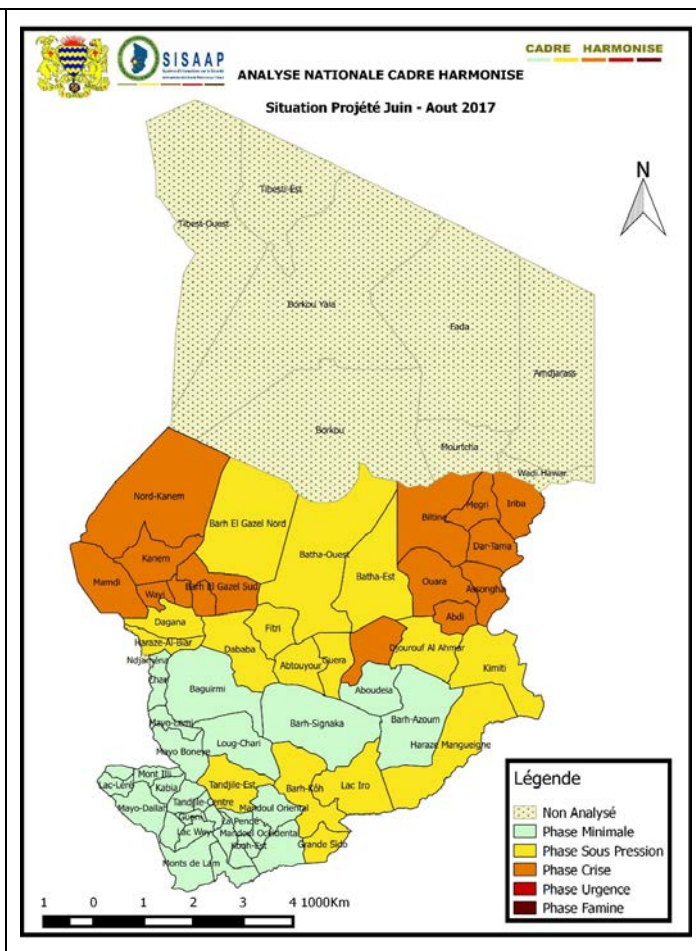
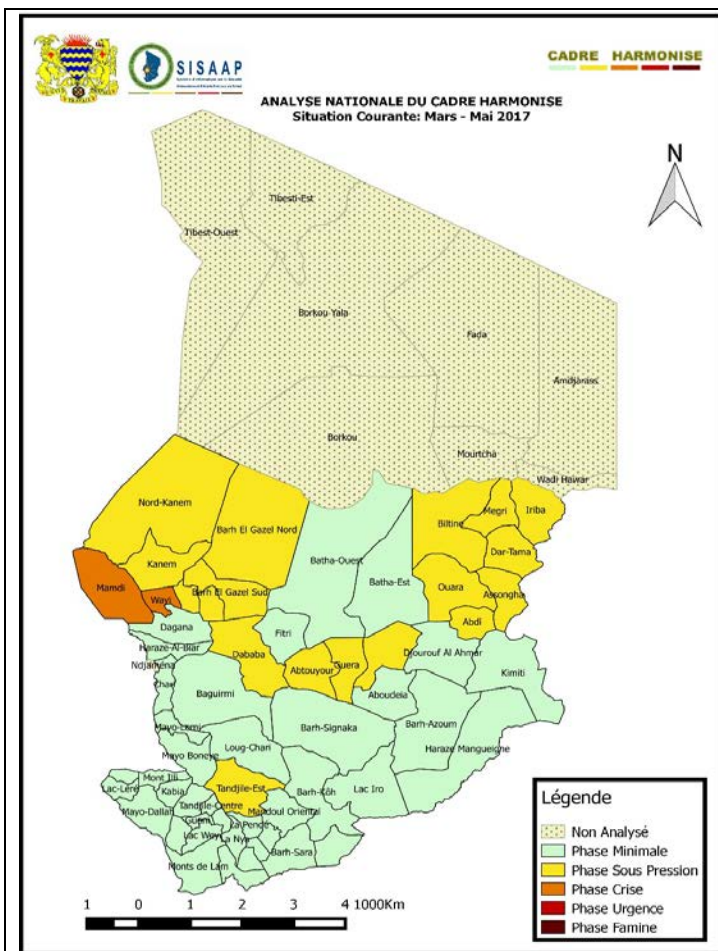
La crise économique qui persiste dans le pays continue de figer la demande saisonnière à de bas niveaux par rapport à une année normale sur la presque totalité des marchés céréaliers malgré leur fonctionnement normal. La fermeture de la frontière libyenne (entre le 5 janvier et le 28 février 2017) a davantage impacté négativement l'approvisionnement des marchés des régions du BET, Wadi Fira, Ouaddai, BEG et Kanem. Comparés à une année normale, ces marchés vivent une réelle hausse des prix des produits alimentaires manufacturés, malgré l'ouverture d'un couloir de passage.



L'analyse de l'économie alimentaire des ménages montre que sur les seize (16) profils analysés qui couvrent vingt-huit (28) Départements, huit (8) connaissent des déficits de protection des moyens d'existence (Mangalmé, Batha Est, Mamdi, Wayi, Nord Kanem, Bahr El Ghazal Nord, Bahr El Ghazal Sud, Biltine) et un (1) a connu un déficit de survie (Tandjilé Est). Ces déficits sont dus principalement aux baisses importantes de prix de bétail, de revenus tirés de l'exode, de la main d'œuvre locale, de transfert monétaire ainsi que de la baisse de la production du riz dans la Tandjilé. Actuellement, la majorité des moyens d'existence connaît une évolution stable suite aux conditions agropastorales acceptables et les bonnes perspectives des productions de contre saison, mais il existe un risque de dégradation, notamment dans les zones à déficit de protection de moyens d'existence.



Nutrition : La situation nutritionnelle est toujours préoccupante dans la plupart des régions et plus particulièrement dans les régions de la bande sahélienne. La médiane de la série historique post récolte des 5 dernières enquêtes SMART (2012 à 2016), révèle une situation nutritionnelle urgente dans trois régions (Bahr El Ghazal, Batha, et Ouaddai) sur l'ensemble des 11 régions de la bande Sahélienne. Par ailleurs, cette situation est jugée en crise (MAG :10-15%) pour 5 régions, notamment le Kanem, Wadi Fira, Lac, Guera, et le Chari-Baguirmi. Seules, les régions de Hadjer Lamis et du Salamat ont une situation nutritionnelle précaire (5 à 10%).



Source : SISAAP/CNA Cadre Harmonisé, Mars 2017.

Phase 1 Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Famine
Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classier en famine).	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; ou marginalement capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classier en famine).



Principaux résultats pour la situation courante et projetée

Facteurs contributifs

La plupart des facteurs contributifs relatifs aux dangers et vulnérabilités (sécheresse et conflits), l'accès aux aliments (prix des céréales, TDE bétail/céréales et produit de rente/céréales) ont eu un impact positif sur les indicateurs des résultats « consommation alimentaire », « évolution des moyens d'existence » et « nutrition ». Pour le facteur contributif « utilisation des aliments y compris l'eau », le niveau faible d'accès à l'eau dans plusieurs départements a principalement eu un impact négatif sur les indicateurs des résultats « nutrition » et « mortalité ».

SITUATION COURANTE (mars - mai 2017)

Pour la période courante **mars-mai 2017**, les résultats de l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle révèlent aussi que :

Phase 5 – Famine

Aucun département et aucune population n'a été identifiée en « **phase Famine** ».

Phase 4 – Urgence

Aucun département n'a été identifié en « **phase Urgence** », cependant, près de **13 100 personnes** sont estimées dans cette phase.

Phase 3 – Crise

Quatre (4) départements sont en « **phase crise** », et près de 367 220 personnes sont estimées dans cette phase. Les personnes vulnérables, notamment les plus pauvres, nécessiteront une assistance alimentaire y compris une aide alimentaire gratuite, de ventes à prix modérés et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 2 – Sous Pression :

Dix-huit (18) départements sont en « **phase sous pression** ». Les populations dans cette phase sont estimées à 1 886 800 personnes. Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais nécessitent un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

Phase 1- Minimale :

Trente-neuf (39) départements sont en « **phase minimale** ». Les populations se trouvant dans cette phase sont estimées à environ 10 738 690 personnes. Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais nécessitent un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

SITUATION PROJETEE (juin-août 2017)

Pour la période projetée **juin-août 2017**, les résultats de l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle révèlent aussi que :

Phase 5 – Famine

Aucun département et aucune population ne serait en « **phase Famine** ».

Phase 4 – Urgence

Aucun département ne serait en « **phase urgence** », cependant, près de 36 115 personnes seront dans cette phase, et en situation de déficit considérable avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Ces populations nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, de compléments aliments bétail, et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 3 – Crise

Dix-sept (17) départements seraient en « **phase crise** » et près de 861 300 personnes seront dans cette phase, c'est à dire en situation de déficit considérable avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Les personnes vulnérables, notamment les plus pauvres, nécessiteront une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, de ventes à prix modérés et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 2 – Sous Pression :

Seize (16) départements seraient en « **phase sous pression** ». Les populations estimées à 2 601 280 dans cette phase n'ont pas de besoins immédiats, mais nécessitent un soutien pour développer leur résilience, renforcer leurs moyens d'existence et contenir la malnutrition aiguë à son niveau actuel voire la réduire.

Phase 1- Minimale :

Vingt-huit (28) départements seront en « **phase minimale** ». Les populations dans cette phase sont estimées à environ 9 507 130 personnes. Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais nécessitent un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

Le tableau 1 suivant donne les détails de populations estimées par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour la situation courante et projetée.

Tableau 1 : populations estimées par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour la situation courante et projetée

Région	Département s	Situation Courante Mars - Mai 2016						Situation Projetée : Juin- Aout 2016					
		Ph1	Ph2	Ph3	Ph4	Ph5	Ph3+4+5	Ph1	Ph2	Ph3	Ph4	Ph5	Ph3+4+5
Logone Occidentale	Lac wey	391 484	48 386	-	-	-	-	387 086	52 784	-	-	-	-
	Dodje	127 021	14 113	-	-	-	-	125 609	15 525	-	-	-	-
	Gueni	100 119	21 977	-	-	-	-	98 898	23 198	-	-	-	-
	Ngouroussou	175 303	35 906	-	-	-	-	181 640	29 569	-	-	-	-
Logone Orientale	LA NYA	155 224	31 793	-	-	-	-	153 354	33 663	-	-	-	-
	LA NYA PENDE	134 821	8 606	-	-	-	-	127 650	15 777	-	-	-	-
	LA PENDE	187 363	25 550	-	-	-	-	183 105	29 808	-	-	-	-
	KOUH-EST	112 967	21 517	-	-	-	-	111 622	22 862	-	-	-	-
	KOUH-OUEST	56 505	9 198	-	-	-	-	55 191	10 512	-	-	-	-
Mandoul	MONT DE LAM	261 523	29 058	-	-	-	-	255 711	34 870	-	-	-	-
	BARH SARA	250 800	37 476	-	-	-	-	239 269	49 007	-	-	-	-
	MANDOUL OCCIDENTAL	174 482	30 791	-	-	-	-	172 429	32 844	-	-	-	-
Tandjilé	MANDOUL ORIENTAL	305 862	33 985	-	-	-	-	299 065	40 782	-	-	-	-
	TANDJILE CENTRE	105 101	11 678	-	-	-	-	96 927	19 852	-	-	-	-
	TANDJILE EST	263 547	57 440	16 894	-	-	16 894	250 032	77 713	10 136	-	-	10 136
Chari Baguirmi	TANDJILE OUEST	347 384	76 255	-	-	-	-	343 148	80 491	-	-	-	-
	BAGUIRMI	250 456	27 828	-	-	-	-	242 107	36 177	-	-	-	-
	CHARI	223 282	19 416	-	-	-	-	213 574	29 124	-	-	-	-
Mayo Kebbi Est	LOUG CHARI	224 355	22 189	-	-	-	-	216 959	29 585	-	-	-	-
	MAYO BONEYE	288 063	25 049	-	-	-	-	281 801	31 311	-	-	-	-
	MAYO LEMIE	103 431	5 444	-	-	-	-	101 254	7 621	-	-	-	-
	KABBIA	252 025	51 620	-	-	-	-	245 952	57 693	-	-	-	-
Mayo Kebbi Ouest	MONT ILLI	269 176	33 269	-	-	-	-	251 029	51 416	-	-	-	-
	LAC LERE	211 100	20 878	-	-	-	-	206 460	25 518	-	-	-	-
	BINDER	66 293	6 556	-	-	-	-	64 836	8 013	-	-	-	-
BATHA	MAYO DALLAH	413 088	31 093	-	-	-	-	404 205	39 976	-	-	-	-
	Batha Ouest	236 114	23 611	2 623	-	-	2 623	157 409	86 575	18 364	-	-	18 364
	Batha Est	184 263	47 860	7 179	-	-	7 179	141 188	59 826	38 288	-	-	38 288
Barh El Ghazal	Fitri	123 057	20 509	2 930	-	-	2 930	86 433	35 159	24 904	-	-	24 904
	Barh-El-Gazal Sud	150 000	24 375	13 125	-	-	13 125	82 500	65 625	39 375	-	-	39 375
	Barh-El-Gazal Ouest	55 964	12 197	3 587	-	-	3 587	35 875	21 525	14 350	-	-	14 350
Kanem	Barh-El-Gazal Nord	56 666	20 531	4 928	-	-	4 928	31 208	37 778	13 140	-	-	13 140
	Nord Kanem	84 493	28 969	7 242	-	-	7 242	48 282	44 660	27 762	-	-	27 762
	Wadi Bissam	72 238	36 711	9 474	-	-	9 474	56 843	37 895	23 685	-	-	23 685
Hadjer Lamis	Kanem	142 277	50 813	10 163	-	-	10 163	91 464	71 139	40 651	-	-	40 651
	DABABA	242 498	51 531	9 094	-	-	9 094	224 311	66 687	12 125	-	-	12 125
	DAGANA	214 935	32 490	2 499	-	-	2 499	199 939	44 986	4 998	-	-	4 998
Salamat	HARAZE AL BIAR	177 227	19 913	1 991	-	-	1 991	159 306	35 844	3 983	-	-	3 983
	BAHR AZOUM	234 522	7 253	-	-	-	-	229 686	12 089	-	-	-	-
	ABOUDEIA	81 533	4 291	-	-	-	-	79 816	6 008	-	-	-	-
Moyen Chari	HARAZE MANGUEIGNE	66 179	7 353	-	-	-	-	58 090	13 236	2 206	-	-	2 206
	BAHR KOH	374 502	28 495	4 071	-	-	4 071	325 654	81 413	-	-	-	-
	GRANDE SIDO	123 567	17 044	1 420	-	-	1 420	112 204	28 406	1 420	-	-	1 420
Sila	LAC IRO	212 652	16 180	2 311	-	-	2 311	175 669	50 852	4 623	-	-	4 623
	Kimiti	345 058	52 774	8 119	-	-	8 119	243 570	93 369	69 012	-	-	69 012
GUERA	Djourf al-ahmar	90 872	15 145	2 164	-	-	2 164	68 154	23 800	16 227	-	-	16 227
	ABTOUYOUR	175 515	35 547	11 109	-	-	11 109	166 628	39 991	13 330	2 222	-	15 552
	GUERA	183 059	34 324	11 441	-	-	11 441	176 194	36 612	13 729	2 288	-	16 018
	BAHR SIGNAKA	130 560	5 497	1 374	-	-	1 374	127 812	6 872	2 749	-	-	2 749
Lac	MANGALME	89 413	22 668	13 853	-	-	13 853	75 560	25 187	21 409	3 778	-	25 187
	Mamdi	58 819	47 691	47 691	4 769	-	52 460	76 306	47 691	31 794	3 179	-	34 973
	Fouli	31 503	26 656	21 002	1 616	-	22 618	36 350	26 656	16 155	1 616	-	17 771
	Kaya	21 849	19 608	13 446	1 120	-	14 566	24 650	19 608	10 644	1 120	-	11 765
Ouaddaï	Wayi	114 733	95 144	64 362	5 597	-	69 959	125 926	95 144	53 169	5 597	-	58 766
	ABDI	106 367	32 619	2 836	-	-	2 836	63 820	46 802	29 783	1 418	-	31 201
	Assonga	284 265	79 594	15 161	-	-	15 161	174 349	117 496	83 384	3 790	-	87 175
Wadi Fira	Ouara	331 428	82 857	21 805	-	-	21 805	222 406	126 466	82 857	4 361	-	87 218
	Biltine	170 481	44 863	8 973	-	-	8 973	112 159	65 052	44 863	2 243	-	47 107
	Mégri	20 326	5 962	813	-	-	813	12 737	8 401	5 691	271	-	5 962
	IRIBA	129 601	46 286	9 257	-	-	9 257	81 463	62 949	38 880	1 851	-	40 732
Total	Dar Tama	171 377	52 365	14 281	-	-	14 281	114 252	73 787	47 605	2 380	-	49 985
Total		10 738 689	1 886 801	367 218	13 102	-	380 320	9 507 126	2 601 276	861 293	36 115	-	897 408



a) Démarche empruntée par la cellule nationale, sa composition, les tâches effectuées en amont avant l'analyse, etc....

Avant le démarrage de l'atelier du Cadre Harmonisé (CH) prévu du 06 au 11 Mars 2017, une collecte des données portant sur les résultats des SMART, HEA, des productions agricoles, des marchés, etc. a été organisée au SISAAP à travers les groupes thématiques composés d'experts des structures et partenaires clés de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette collecte de données a servi au remplissage des fiches d'inventaire de preuves (CH) du 27 février au 04 Mars 2017.

b) Démarche méthodologique

Déroulement des travaux

Le premier jour de l'atelier a été consacré à l'introduction des principes, normes et fonction du CH. Ensuite cinq (5) groupes de travail d'environ dix (10) experts chacun ont effectué des analyses pendant six jours. L'unité d'analyse est le Département (2^{ème} niveau administratif).

Les cinq (5) groupes de travail mis en place ont pu analyser, à travers les fiches d'inventaire de preuves, toutes les données existantes (indicateurs de résultats et facteurs contributifs) et tirer les conclusions qui ont permis d'aboutir à une classification et au phasage global par départements tel que recommandé par la méthode du CH. L'estimation des populations, sur la base de la règle de 20% et des résultats des enquêtes et études, a été effectuée par département. Enfin, les cartes de la situation courante et projetée ont été élaborées et validées par la plénière.

c) L'origine des données collectées pour l'analyse

Les sources d'information/preuves sont notamment : les séries historiques des enquêtes SMART, les bulletins d'information des services des Ministères Techniques et des partenaires, les rapports de mission, les images satellitaires, les rapports d'évaluation, les données agricoles, les données des marchés agricoles et de bétail, les rapports d'enquête et d'analyse des résultats HEA,... La collecte de ces données a été faite auprès des structures centrales et des institutions décentralisées de l'Etat, des ONGs, des Autorités Administratives et autres informateurs clés et des partenaires au développement. Les tableaux d'inventaire des preuves étaient renseignés avant le 06 Mars 2017.

Aussi, les données des productions agricoles, les prix sur les marchés agricoles et bétails, les admissions des enfants souffrant de malnutrition dans les centres de santé, la biomasse, les populations déplacées, le calendrier saisonnier par zone de moyens d'existence (ZOME),... ont permis de mener l'analyse complète du CH par Département. Pour les indicateurs de résultats et les facteurs contributifs, l'inventaire des preuves et l'analyse ont été faits pour 61 départements du pays, exceptés huit (8) départements des régions de Tibesti, Borkou, Ennedi Est et Ennedi Ouest dont le système de collecte devrait être renforcé.

b) Contraintes liées à l'institutionnel, à la méthodologie/indicateurs, aux données/désagrégation

Aucune contrainte majeure n'a été notée sur le plan institutionnel car tous les acteurs concernés, membres de la Cellule Nationale d'Analyse, ont été invités et ont répondu massivement à l'invitation du SISAAP. Au total cinquante et sept (57) personnes au lieu d'une trentaine prévue, ont participé à l'atelier du CH durant six jours.

Au cours de l'exercice, les difficultés ci-après ont été rencontrées :

- Le nombre limité des données fiables et récentes sur des indicateurs de résultats par départements ;
- L'estimation des populations vulnérables ;
- La disparité des niveaux de connaissances et d'expertises entre les membres de la Cellule Nationale d'Analyse en matière d'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et notamment du CH.

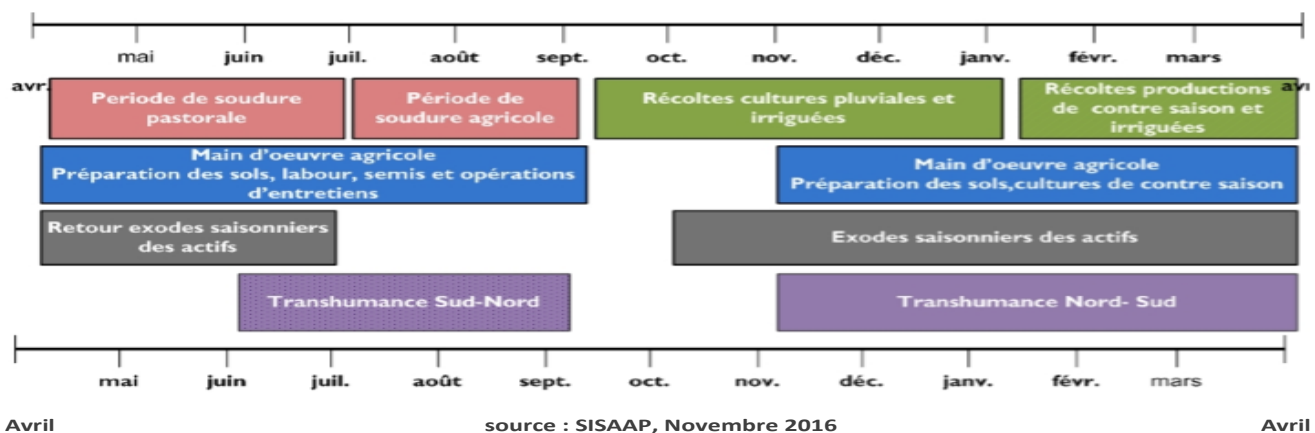


Calendrier saisonnier et suivi des indicateurs

a) Calendriers saisonniers principaux et mise en regard des indicateurs disponibles en Novembre 2017

Le calendrier saisonnier de mise en œuvre des activités SAN coordonnées par le SISAAP/SPI/Partenaires comprend :

- Concertation régionale sur les perspectives agricoles et alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC, du 22-24 Mars 2017) ;
- Réalisation de deux profils HEA en zone Soudanienne, Mars-Avril 2017 ;
- Cycle d'analyse du Cadre Harmonisé, CILSS/SISAAP/Cellule Nationale d'analyse, Novembre 2017
- Missions d'évaluation du démarrage de la campagne agropastorale, SISAAP/GTP/FEWS NET/PAM, juillet 2017.
- Missions d'évaluation de la campagne agropastorale à mi-parcours, SISAAP/GTP/FEWS NET/PAM, septembre 2017.
- Evaluation des récoltes de la campagne agropastorales 2017/18, CILSS/FAO/PAM/FEWS NET/SISAAP/SPI, octobre 2017.
- Collecte des données et analyses des résultats (OA) du HEA, SISAAP/GTHEA, octobre 2017
- Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire (ENSA), octobre 2017.
- Cycle d'analyse du Cadre Harmonisé, CILSS/SISAAP/Cellule Nationale d'analyse, Novembre 2017
- Concertation régionale pour la validation des productions prévisionnelles 2017/2018 et des bilans céréaliers et alimentaires Ex-post 2016/2017 et prévisionnels dans les pays du Sahel et de Afrique de l'Ouest, Novembre 2017 ;
- Calendrier saisonnier en rapport avec les activités de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réponses (ci-dessous).



Recommandations pour les analyses prochaines

- Mettre à jour le plan de réponse pour apporter une assistance humanitaire aux populations en « phase crise », pour prévenir la malnutrition, les cas de décès et couvrir les déficits des moyens d'existence ;
- Renforcer les interventions de prise en charge et de prévention de la malnutrition ;
- Surveiller et entreprendre des actions de résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire y compris pour les populations en phase « sous pression » et « minimale » pour diversifier, promouvoir et protéger leurs moyens d'existence ;
- Renforcer les capacités des producteurs, en particulier les maraichers pour son double impact financier et nutritionnel, notamment à travers le réseautage des groupements de producteurs autour d'un accès amélioré aux intrants de qualité, et l'amélioration des techniques de production, la promotion de l'intégration « maraichage- riziculture et pisciculture », pour contribuer à l'amélioration de la productivité et l'état nutritionnel des populations en insécurité alimentaire ;
- Assurer le suivi rapproché de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les zones à risque;

- Renforcer les capacités des Services Pourvoyeurs d'Information dans la collecte, le traitement et l'analyse des données ;
- Renforcer les capacités des membres de la Cellule Nationale d'Analyse du Cadre Harmonisé et les Analyses de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Réaliser des profils HEA dans les régions de Borkou, de l'Ennedi Est, de l'Ennedi Ouest et de Tibesti pour mieux renseigner le Cadre Harmonisé.



Contacts

Hassanty Oumar Chaïb,
Coordonnateur National du SISAAP/MPIEA-Tchad
 BP 441 N'Djamena, Tchad,
 Tel : (+235) 66297342/22 52 21 01/22 52 21 06
hassanty.chaib@gmail.com

Mahamat Allamine Ahmat Alhabo
Expert Statisticien/Point Focal CH, SISAAP/MPIEA-Tchad
 Tel : +235-63 64 9796/99 44 96 56
allamine_alhabo@yahoo.fr

Partenaires de l'analyse		Logos des organisations participantes à l'analyse du Cadre Harmonisé au Tchad					